



mONTPELLIER 2020

La lettre de « Sursaut »

Juin 2018, n°61

Juin 1973 – juin 2018 : les 45 ans des Lip



Après l'anniversaire de Mai 1968, le mois de Juin nous plonge dans un second : celui des 45 ans de l'appropriation par « les Lip » à Besançon de leur entreprise menacée de démantèlement et de dépôt de bilan. Le 12 juin 1973, suite à l'annonce de la fermeture, les ouvriers de l'usine de Palente séquestrent les dirigeants et occupent leur bâtiment. Par précaution, ils mettent ensuite à l'abri le stock des 250 000 montres et décident, le 18 juin, en assemblée générale la remise en route de la production désormais assurée par eux-mêmes. Le 15 août les gardes mobiles investissent les locaux et chassent les ouvriers qui l'occupaient. Ces derniers arrivent néanmoins à maintenir une production et une vente grâce à la mise à leur disposition de locaux paroissiaux et municipaux. Ils peuvent ainsi continuer et s'assurer un salaire. En septembre 100 000 personnes viennent à Besançon soutenir leur lutte. Malgré la volonté affichée du

premier ministre, Pierre Messmer, d'en « finir avec Lip », des négociations s'ouvrent à la mi-octobre et aboutissent à la nomination d'un nouveau dirigeant, Claude Neuschwander. En 1974, l'entreprise reprend ses activités. Ses salariés sont peu à peu réintégrés. L'usine amorce un nouveau développement jusqu'à ce que, brutalement, Claude Neuschwander soit révoqué le 8 février 1975. Le ministre de l'industrie de l'époque, Jean Charbonnel, déclarera : « *ils ont assassiné Lip* ». Il apparaît bien rétrospectivement, en effet, qu'il y a eu une décision délibérée du gouvernement de mettre fin au redressement d'une entreprise au symbolisme social trop dérangeant. L'usine sera définitivement liquidée le 28 novembre 1977. Les ouvriers maintiendront une production par une création de SCOP.

Le jeudi 20 juin – cf. la fin de cette Lettre - nous invitons tous ceux et celles qui ont envie de replonger plus dans l'histoire des Lip à la rencontre que nous organisons avec le Pacte Civique et la Fondation Roosevelt à l'amphi de Pierres Vives à Montpellier : « **Lip, une histoire actuelle** ». La soirée est organisée à l'occasion de la sortie du livre « *Pourquoi ont-ils tué Lip ?* » écrit par Guillaume Gourgues, chercheur en sciences politique et Claude Neuschwander. Le débat se déroulera à partir de la projection du film de Christian Rouaud, « *Les Lip, l'imagination au pouvoir* ». Elle sera l'occasion de rencontrer, non seulement ces personnes, mais également le leader syndical de la lutte, Charles Piaget.



En quoi l'histoire des Lip est une histoire actuelle ?

Donnons au moins trois raisons principales.

D'abord parce qu'elle marque une bascule historique du capitalisme. Elle est celle dont nous mesurons les effets délétères aujourd'hui. Christian Rouaud l'énonce clairement dans son film : « *Jusqu'à Lip, nous étions dans un capitalisme où l'entreprise était au cœur de l'économie. Après, nous nous sommes trouvés dans un capitalisme où la finance et l'intérêt de l'argent ont remplacé l'entreprise* ». Une étude récente de l'ONG Oxfam, parue le 14 mai, a montré que, depuis, 2009, les entreprises du CAC 40, ont versé 67,5 % de leurs bénéfices aux seuls actionnaires. 27,5 vont aux investissements et seulement 5% aux salariés. Le président Sarkozy avait pourtant préconisé la même année 2009 une règle des trois tiers : « *Sur 100 de bénéfices, il devrait y en avoir 33 qui reviennent aux salariés, 33 qui vont directement dans la poche de l'actionnaire et 33 qui servent à être réinvestis dans l'entreprise* ».

L'histoire des Lip, ensuite, reste un des paradigmes les plus forts de la réappropriation, par les salariés, de leur entreprise. Le film de Stéphane Brizé, « *En guerre* », en montre l'actualité. Projeté au dernier festival de Cannes, il met en scène une multinationale qui décide, malgré son bilan financier très florissant, de licencier une partie de ses salariés avant de se délocaliser. Cette lutte avec réappropriation n'est possible que par l'alliance entre ses acteurs et la population qui les entoure. Le point le plus fort de l'histoire de Lip réside sans doute dans leur capacité de faire lien, avec l'ensemble des salariés de l'usine d'abord, avec la population de Besançon ensuite, puis avec l'ensemble du territoire national. Comment s'y sont-ils pris ? En sachant trouver les termes d'un discours de rassemblement et non de haine. C'est une belle leçon pour notre époque où il semble impossible de d'affirmer en dehors de discours d'exclusion et de clivage binaire.

Troisième actualité de Lip : les relations avec les organisations instituées, syndicats et partis. Les leaders des militants de Lip sont des salariés syndiqués. Pourtant, très tôt, l'on s'aperçoit que leur mode de lutte vient surprendre les organisations professionnelles et politiques instituées : elles ont peur de se voir

débordées. La CGT approuve un plan gouvernemental de reprise, le « plan Giraud », en septembre 1973, elle est désavouée. Tout au long de leur lutte, les Lip mettront en place des structures leur permettant un engagement de tous et une liberté par rapport aux inféodations des hiérarchies syndicales : ce seront des comités d'action, des commissions et des assemblées générales.

La France est traversée régulièrement de larges mouvements sociaux : SNCF, Air France, Notre Dame des Landes, Fonction publique, Coca Cola, Tupperware, Whirlpool ... Ils mettent tous en scène les mêmes protagonistes que Lip : le pouvoir politique, les représentations instituées, syndicats et partis, l'ensemble de la population. Les temps ont changé depuis 45 ans : les mêmes questions demeurent :

- Comment lutter contre la forme perversie et suicidaire du capitalisme actuel dont le seul souci est de produire de l'argent pour quelques seuls bénéficiaires ?
- Comment, dans l'action, construire ensemble un socle qui, au lieu de séparer, unisse un plus grand nombre et contribue ainsi à la fabrication d'une réelle fraternité sociale ?
- Quelle capacité, enfin, ont les organisations instituées (syndicats et partis) d'accepter, à un moment, une perte de maîtrise de leurs repères idéologiques et stratégiques pour s'ouvrir tout simplement à ce qui se passe ?

De la réponse que nous serons en mesure d'apporter à ces trois questions dépend l'avenir de nos démocraties.

Rencontre du 1 mai avec Jo SPIEGEL **« La démocratie participative »**

Avec nos amis du PACTE CIVIQUE nous avons invité le 1 mai Jo SPIEGEL, maire de Kingersheim en Alsace, pour un après-midi consacré à la manière de faire fonctionner de façon la plus participative notre démocratie. Une première partie s'est déroulée à Montpellier, au Gazette Café. La rencontre s'est prolongée en soirée à la salle des fêtes de Nébian.

La rencontre a débuté par des travaux en atelier dont le but était d'échanger sur des modèles concrets d'exercice démocratique. Le premier était consacré au deuxième canton de Montpellier avec la présence de ses deux élus départementaux Gabrielle Henry et Michaël Delafosse. La mise en place de la vie démocratique du canton passe par des permanences classiques, mais aussi par la volonté d'une rencontre directe et continue avec les citoyens : porte-à-porte, compte-rendu de leur exercice d'élus et création de forums citoyens. Le second atelier était organisé autour de la SCIC du Faubourg Saint Jaumes. Cette Société Coopérative d'Intérêt Collectif a pour but la mutualisation des services. Chacun situe la valeur du service qu'il offre en échange de celui qu'il reçoit. Si la structure a pris la forme d'une société, chaque associé bénéficie d'une voix égale dans les décisions quel que soit le chiffre de ses actions. Les SCIC constituent une forme de résistance à la mondialisation.



Jo Spiegel a écouté attentivement les comptes-rendus des ateliers et les échanges qu'ils ont suscités avant d'intervenir lui-même sur sa pratique de la « démocratie participative », même s'il préfère ne plus utiliser désormais ce terme tant il lui semble souvent galvaudé. Professeur d'éducation physique, il a été

appelé à occuper de nombreuses fonctions successives d'élus depuis 30 ans, Département, Région, communauté de communes, communauté d'Agglomération, Métropole. Il est maire de Kingersheim, commune de 13 000 habitants de la banlieue de Mulhouse, depuis 1989 et a annoncé qu'il ne renouvellerait pas son mandat aux prochaines échéances de 2020. Il a écrit ou co-écrit quelques ouvrages : « *Faire (re)naître la démocratie* », « *Citoyens, impliquons-nous ! (Re)prenons le pouvoir* », « *Et si on prenait - enfin ! - les électeurs au sérieux* ».

Le pari de sa pratique d' élu peut se résumer en une phrase : « *passer du « faire pour les citoyens » au « faire avec les citoyens »* ». Pour Jo Spiegel, un vice s'est introduit dans le jeu démocratique. La démocratie électorale est sans doute le meilleur système politique actuel, à condition de ne pas la réduire à l'élection, sinon on la tue. Les citoyens, trop souvent, ne pensent pouvoir agir sur la politique uniquement lors des suffrages électoraux. Ensuite ils démissionnent et adoptent des attitudes infantiles de dépendance face à des élus tout-puissants et tout-prévoyants. « *Les citoyens sont biberonnés dans cette croyance que la démocratie est un rendez-vous de tous les 5 ou 6 ans* ». Il s'agit donc de mettre en place « *une démocratie de fraternité et non de bisounours* ». Les réunions de quartier constituent souvent l'exemple caricatural de ce faux exercice démocratique : un élu « *grand magicien* » rencontre des citoyens « *clients consommateurs* » pour débattre en 5 minutes des choix politiques de leur territoire. Le travail démocratique suppose, au contraire, du temps, celui « *des consentements progressifs* » élaborés ensemble. Sinon l'on tombe dans « *un assistanat civique composé d'un haut qui dirige et d'un bas qui accepte* ».

Comment faire ?

Il faut « *construire des fabriques de la transition démocratique* » qui associent des élus, des citoyens et des experts. Jo Spiegel tient beaucoup à ces trois termes. Les élus, en France, sont des experts de la conquête du pouvoir, par-contre ils sont « *analphabètes* » de son exercice. Contrairement au dangereux slogan populiste qui ne fait qu'alimenter les extrêmes, ils ne sont pas « *tous pourris* », bien au contraire, la majorité des élus sont de vrais républicains consacrant leur vie à leur mandat. Mais ils n'ont pas la compétence innée en tout : il leur faut donc savoir s'entourer d'experts et de citoyens.

S'il ne veut se réduire à une « *démocratie de masse* », le rythme du travail démocratique ne peut être que lent. Chacun doit y remplir sa place. L' élu doit savoir définir « *le périmètre démocratique* » du débat, c'est-à-dire fixer ce qui est négociable et ce qui ne l'est pas, quitte à mettre en débat de périmètre. Les participants citoyens doivent bénéficier d'une formation (Jo Spiegel parle d'une « *éducation populaire* ») leur permettant d'être initiés, entre autres, aux cadres réglementaires et législatifs. Les experts amènent la compétence sur le sujet en travail. La présence des trois termes, élus, experts et citoyens, permet d'éviter l'enfermement dans des débats « *entre soi* » : comme l'individualisme, ils nous « *rendent étrangers à nous-mêmes et étrangers aux autres* » (E. Mounier).

Le travail de décision politique nécessite un cadre. Il ne peut exister « *sans le préalable d'une construction de cette décision* » se déroulant en 3 étapes : l'information sur le projet et de son sens, la création des conditions du débat, la co-élaboration de la décision avec égalité des voix dans le vote final.

Concrètement, Jo Spiegel a mis en place à Kingersheim des conseils participatifs pour toutes les grandes décisions de la commune. Ils sont composés à 40 % de volontaires, 20 % de personnes directement concernées et 40 % de citoyens tirés au sort. Les membres de ces conseils reçoivent une formation préalable. En 2016, 40 conseils participatifs avaient en 10 ans réuni 700 participants sur des questions différentes. Chaque conseil réunit un maximum de 50 personnes. Jo Spiegel ne craint pas de faire appel à des professionnels du débat public pour aider à faire émerger la parole de ceux qui n'osent pas la prendre.

Jo Spiegel, enfin, évoque l'éthique qui porte son action d' élu. Elle part des trois cultures qui lui paraissent essentielles : celle de l'utopie, celle de l'indignation et celle de l'engagement (l'acceptation de la confrontation à la réalité). Les trois s'équilibrent en s'appuyant les unes sur les autres.

Il ne craint pas de citer quelques-uns des guides de sa pensée et de son action : Hannah Arendt, Jürgen Habermas, Emmanuel Levinas ou Emmanuel Mounier. Il ne craint pas non plus de dire qu'il a besoin de temps en temps de moments de retrait, voire de retraite, tant il sent la tentation de la griserie de l'action

et de la fuite en avant : « *les élus ne sont pas des sputniks, il faut prendre le temps de s'écouter soi-même* ».

Enfin, il faut savoir éviter une trop forte personnalisation de son mandat : il a appris à nommer « Vœux de Kingersheim » plutôt que « Vœux du Maire » les vœux du nouvel an de sa commune,

La gangrène de la violence

Gérard DORIVAL

Le monde animal est régi par la violence à des fins alimentaires et de survie. Le genre humain, après avoir atteint un certain degré de civilisation n'est toujours pas exempt de cette pratique comportementale. A travers les millénaires puis les siècles, les guerres de conquête et de religion ont détruit des centaines de millions, voire des milliards de vies.



Dessin de Banksy

Les conflits armés et meurtriers ont toujours cours aujourd'hui aux quatre coins de la planète aux fins d'assouvir la domination de quelques leaders politiques mégalomanes ou religieux radicalisés.

Daech, Boko Haram et Al Qaïda constituent aujourd'hui l'expression la plus aboutie d'abominations perpétrées au nom d'un prophète, qui n'a jamais appelé à ces exactions gratuites et aveugles.

Dans les pays dits apaisés, la violence reste présente et douloureusement ressentie dans les relations humaines s'agissant des conflits du monde du travail perverti par des "casseurs" irresponsables, des violences policières dénoncées sans être toujours étayées de la mention des provocations subies, de l'insécurité routière meurtrière, des viols et agressions sexuelles, des stigmatisations racistes, homophobes ou religieuses, d'agressions environnementales, d'atteintes volontaires ou subies à la santé, de la consommation létale des stupéfiants et de l'alcool, voire même du sport, terrain d'expression de passions exacerbées et d'affrontements contre nature.

Jean Matouk, sur son blog du "Nouvel Observateur" du 4 mai, (« *Violence sociale et casseurs* ») traite du phénomène de ces "casseurs", caillasseurs de "flics", dont les défenseurs au sens large justifient le comportement sauvage en réponse légitime, selon eux, à une "violence sociale". Le « burn out » (dépression) et le « bore out » (privation de responsabilité) sont mis en exergue. L'histoire autrement plus terrible du monde du travail, de la colonisation, de l'esclavage et le régime de la peine de mort, quand elle est abolie, démentent à contrario la réalité contemporaine de cette assertion polémique et démesurée.

La banderole " ACAB » (« All Cops are bastards », « *tous les flics sont des salauds* »), infame tout autant qu'imbécile, largement exhibée comme étendard, devrait être proscrite. Serait-il attentatoire aux libertés "fondamentales", de ne pas autoriser le port de la cagoule, degré suprême de l'anonymat couard, pervers et provocant, dans le domaine public ? Je perçois d'ici évidemment le débat que je provoque ainsi....

La religion des armes aux Etats-Unis qui commence à être, pacifiquement, remise en cause reste l'apanage d'un très puissant "lobby", soutien financier majeur lors de l'élection de Trump, ce qui vaut à ce

personnage d'insulter publiquement la France et singulièrement les victimes du "Bataclan". La surenchère de l'armement des civils multiplie évidemment les occasions de meurtre.

« *La violence, sous quelque forme qu'elle se manifeste, est un échec* » dit Jean Paul Sartre. Il précisait néanmoins aussitôt : *"s'il est vrai que le recours à la violence contre la violence risque de la perpétuer, il est vrai aussi que c'est le seul moyen de la faire cesser"*. L'argumentation contradictoire est la seule voie de recherche de la conviction et si des manœuvres dilatoires ne sont pas décelées, l'acceptation du point de vue de l'autre constitue la pierre angulaire du ciment sociétal de la démocratie.

Les plus grands dirigeants mondiaux exemplaires qui ont fait avancer l'humanité sur la voie du dialogue et de la tolérance s'appellent Mandela ou Ghandi qui déclare : « *La victoire obtenue par la violence équivaut à une défaite car elle est momentanée* ». En effet, la violence appelle la violence en réplique, L'engrenage de la surenchère est mortifère et génère des revanches à l'infini. L'ETA a fini par le comprendre au pays basque, mais ô combien trop tard ainsi que le FNLC en Corse. Des révolutions "de velours" sont heureusement conduites aujourd'hui : l'exemple de l'Arménie est édifiant mais la brutalité de régimes totalitaires dans de très grands et nombreux pays l'interdit semble-t-il pour longtemps.

La violence physique, jamais légitime pour autant, est souvent le fruit de violences verbales et provocatrices ainsi que d'attaques personnelles dont se repaissent hélas nombre de politiques à cours de réflexion et de projet visant l'intérêt général.

La gravité des faits masque mal le tragi-comique des situations. Le commando des activistes d'extrême droite de la fac de droit de Montpellier et les sinistres "black block" de l'ultra gauche de la manifestation du 1er Mai (fils de bourgeois, pour beaucoup, élèves de grandes écoles pour certains, vêtus de chaussures et de sacs à dos de grandes marques), ont pour point commun, outre le port signifiant de la cagoule, de refuser l'ordre établi et ses représentations : la république et la démocratie. En s'en prenant à quelques "Mac Do" et banques, ces ignares en politique se donnent l'illusion de lutter contre le "capital", méthode puérile et illusoire.

Les peines pénales se doivent bien sûr d'être implacables mais la solution est en amont. A l'occasion du service civique à mettre en place, une formation citoyenne d'envergure est à promouvoir pour éclairer ces "abrutis" faibles d'esprit, en fait politiquement incultes. L'initiation aux disciplines sportives d'opposition ou de combat (le judo, le hand-ball, le rugby d'évitement et non celui de collision) seraient de nature à mener une politique efficace de prévention.

La clé du futur relève de l'apprentissage de la citoyenneté, notion totalement étrangère désormais à la majorité de notre "peuple" de consommateurs et d'hédonistes, mais la voie de l'éducation, si elle la plus sûre, a besoin de temps. L'immédiateté des discours politiques, flattant l'émotion des électeurs au moyen de solutions spontanément agréables à entendre et en fait illusoires, ne s'accommode pas de ce temps long. L'éradication des violences est pourtant à ce prix.

« Immense » Montpellier Hand Ball !



Pour la deuxième fois de son histoire le Montpellier Handball a remporté la précieuse Ligue des Champions à Cologne le 27 mai. Il rentre ainsi dans le club très fermé des clubs français de sport collectif ayant remporté plusieurs fois un titre européen.

Deux des acteurs de cette victoire ont participé aux deux victoires. L'entraîneur, Patrice Canayer. Le capitaine, Michaël Guigou. Ils témoignent, tous les deux, d'une exceptionnelle fidélité à leur club. Ils montrent également de rares qualités d'intelligence aussi bien dans la performance sportive que dans le lien humain.

Soulignons qu'il est le premier club parti des poules basses de la compétition qui ait réussi à remporter le titre. Pour ce faire il a battu trois anciens champions d'Europe : le tenant du titre, le Vardar de Skopje, le vainqueur de 2015, Barcelone, et celui de 2014, Flensburg.

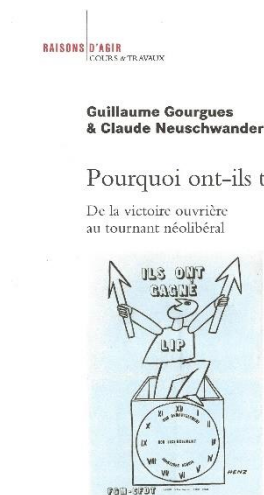
Notons, enfin, que Montpellier a toujours disputé une coupe d'Europe depuis 1993.

Lors de notre dernière Controverses* sur le sport, nous avons discuté avec Christian Bénésis et Christian Montagnac des vertus du sport et de leurs pratiquants au plus haut niveau : nos handballeurs sont, à ce niveau, exemplaires.

Chapeau bas devant nos artistes !

*souvenons-nous qu'il y a 4 ans, nous avons partagé une soirée Controverses avec Patrice Canayer où il faisait des propositions sur le sport allant bien au-delà de sa seule discipline : elles visaient notamment la coopération entre les clubs et les communes, dans l'animation de la vie scolaire notamment.

Note de lecture : « Pourquoi ont-ils tué Lip ? » *



Le livre de Guillaume GOURGUES et de Claude NEUSCHWANDER se lit comme une enquête policière tournant autour de la mort de l'usine Lip. Un coupable est immédiatement désigné : le dernier directeur de l'entreprise, Claude Neuschwander. Il se retrouve lâché et accusé par ceux-là même qui lui avaient demandé d'accepter la charge que ce soient le patron Antoine Riboud ou le politique Michel Rocard voire le syndicaliste Jacques Chérèque. Claude Neuschwander, de son côté, n'a jamais abdiqué et dénonce depuis le début une volonté politique de détruire Lip.

Le chercheur en sciences politiques, Guillaume Gourgues, sort très troublé, en 2007, de la projection du film de Christian Rouaud « *Les Lip, l'imagination au pouvoir* ». On y voit notamment l'ancien ministre du Développement industriel du gouvernement Chirac en 1973, Jacques Charbonnel, affirmer : « *l'affaire Lip, en 1975, a été assassinée pour des motifs à la fois politiques et économiques* ». Il entame alors une recherche détaillée à partir des documents dont il dispose, rencontre les acteurs de Lip, Charles Piaget notamment et, enfin, Claude Neuschwander. Ce dernier met à sa disposition les énormes archives qu'il a accumulées, ainsi que le manuscrit du livre qu'il avait eu l'intention de faire paraître en 1976. Il y trouve une confirmation des affirmations de Jacques Charbonnel. Michel Rocard reconnaîtra tardivement son

erreur en adressant en 2012 une lettre au site Wikipédia où il avoue s'être fait abuser à l'époque : « *les informations multiples que j'ai obtenues longtemps après ... semblent montrer que je m'étais peut-être fait à cette illusion* (Antoine Riboud ne pouvait pas mentir). *On comprendra que je ne souhaite guère poursuivre les investigations plus loin. En tout cas je voudrais présenter mes excuses ici à Claude Neuschwander* ».

« *Pourquoi ont-ils tué Lip ?* » a décidé, lui, de continuer ces investigations. On y parcourt en détail le chemin de la démarche de mise à mort décidée de l'entreprise horlogère.

Le livre ne se limite pas à cette histoire, c'est ce qui constitue son intérêt supplémentaire. Il inscrit le geste politique de 1974 dans le tournant de la bascule du capitalisme qui s'opère au début des années 1970. Lip en constitue un paradigme par excellence. Il montre l'apparition d'un nouvel ordre néolibéral. Le « capital » humain y devient une simple variable d'ajustement dans la lutte des parts de marché et dans la quête des seuls profits financiers.

*« *Pourquoi ont-ils tué Lip ?* », Guillaume GOURGUES & Claude NEUSCHWANDER, éditions Raisons d'agir, 2018

Notre rendez-vous de Juin : « LIP, une histoire actuelle »



Notre Controverse de Juin se déroulera **à partir de 17 h le mercredi 20 juin dans l'amphithéâtre de Pierres Vives** que le Conseil Départemental met à notre disposition. Elle est coorganisée avec le Pacte Civique et le Collectif Roosevelt.

Elle se déroulera autour de la projection du film de Christian ROUAUD, « *Lip, l'imagination au pouvoir* » et de la parution du livre co-écrit par Guillaume GOURGUES et Claude NEUSCHWANDER, « *Pourquoi ont-ils tué Lip ?* ».

Programme :

17 h : accueil, vente et dédicace du livre par les auteurs

18 h : projection du film dans l'amphi de Pierres Vives

20 h : débat avec la participation exceptionnelle du réalisateur **Christian ROUAUD**, de **Charles PIAGET**, icône syndicale du mouvement, de **Claude NEUSCHWANDER**, dirigeant de l'entreprise de 1974 à 1976 et de **Guillaume GOURGUES**, chercheur en sciences politiques.

RAPPEL :

Cette « Lettre » doit être l'affaire de tous ... N'hésitez pas à transmettre vos courriers et articles à notre rédaction en les adressant à Joseph MORNET : montpellier.asso.2020@gmail.com.

Les documents de « MONTPELLIER 2020 » sont consultables sur son site www.montpellier-2020.fr : vous pouvez y trouver, outre nos textes, les documents et images de nos manifestations locales, des comptes rendus de presse, des tweets ... n'hésitez pas à inter réagir !

BULLETIN D'ADHESION

Monsieur, Madame ou raison sociale :

Profession ou statut social :

Habitant

Ville :

Code postal :

Mail :

Téléphone :

s'acquitte de la somme de 25 € au titre de l'année 2018 payable par chèque à l'ordre de « association Montpellier 2020 » à adresser à 2 rue Jeanne d'Arc, MONTPELLIER, 34000

Fait à :

le

Signature :